

## Feuille d'information Retraite (état 01.01.2025)

### 1. Veuillez prendre note au préalable de ce qui suit :

- Pendant **trois ans** à compter du **dernier rachat** les prestations ainsi financées ne peuvent être retirées sous forme de capital ou de retrait EPL (art. 17 al. 4 Règlement de prévoyance actuel).
- Le **remboursement du versement anticipé** – partiel ou intégral – est possible jusqu'à **3 ans** au plus tard avant la naissance du droit aux prestations de vieillesse, ou jusqu'à la survenance d'un cas de prévoyance (invalidité ou décès), mais au plus tard jusqu'à ce que l'assuré quitte la caisse de pension.
- S'il existe une **mise en gage** de votre avoir de vieillesse pour le financement de votre bien immobilier, une déclaration de dégrèvement de gage est à solliciter auprès du créancier hypothécaire.
- Un **versement anticipé** est possible tous les cinq ans, mais au plus tard trois ans avant la naissance du droit aux prestations de vieillesse ou jusqu'à la survenance d'un cas d'invalidité, l'assuré peut faire valoir son droit à un versement anticipé pour l'acquisition d'un logement destiné à ses propres besoins (acquisition et construction d'un logement en propriété, parts de coopératives d'habitation ou amortissement de prêts hypothécaires). Il peut également mettre ce montant en gage aux mêmes conditions. (art. 39 al. 1 Règlement de prévoyance actuel)
- Vérifier votre l'avoir de vieillesse du 3<sup>e</sup> pilier pour l'utiliser comme somme de rachat auprès de la CP FSA dans la mesure d'un rachat maximal autorisé.
- En cas de procédure de divorce veuillez nous faire savoir la date de l'introduction de cette procédure.

### 2. Possibilités de retraites auprès de la CP FSA

- **Retraite anticipée**  
La législation détermine à partir de quel âge une retraite anticipée est possible (actuellement à 58 ans révolus). Vous pouvez demander ladite retraite anticipée ou les prestations de sortie (art. 22 al. 1 Règlement de prévoyance actuel).  
*Le délai en cas de demande de rente de vieillesse est de trois mois. En cas d'une demande de capital le délai est de six mois.*
- **Retraite partielle**  
Vous pouvez prendre votre retraite partielle au maximum en trois étapes, pour autant que les rapports de travail ou l'activité indépendante soient réduits d'au moins 20 % durant une année au moins lors de la première étape. Vous pouvez percevoir une part correspondante de la rente de vieillesse ou de l'avoir de vieillesse. La part du droit aux prestations de vieillesse est calculée proportionnellement à la réduction du revenu annuel. Le salaire restant doit cependant dépasser le salaire minimum prévu par l'art. 7 al. 1 LPP (actuellement CHF 22'680) (art. 22 al. 2 - 3 Règlement de prévoyance actuel).  
*La demande de rentes de vieillesse est à remettre trois mois avant la retraite partielle et la demande de capital six mois avant la retraite partielle et doit être indiquée par le formulaire « Demande d'une retraite partielle ». Veuillez-vous informer d'abord des conséquences fiscales auprès de l'autorité compétente.*

- **Retraite ordinaire**

L'âge ordinaire de la retraite correspond, pour les femmes et hommes, au premier jour du mois suivant leur 65e anniversaire (art. 6, al. 1 Règlement de prévoyance actuel).

Vous pouvez prendre la totalité de votre avoir de vieillesse sous forme de **la rente de vieillesse**.

La rente de vieillesse correspond à l'avoir de vieillesse constituée jusqu'au jour de la retraite et multiplié par le taux de conversion valable à ce moment. Les taux de conversion sont définis dans l'annexe du règlement de prévoyance (art. 21 Règlement de prévoyance actuel).

*Le délai de la demande de rente est de trois mois et doit être indiqué par le formulaire « Demande de prestations de vieillesse ».*

Vous pouvez prendre la totalité de votre avoir de vieillesse sous **forme de capital** (art. 24 Règlement de prévoyance actuel).

*Le délai de la demande de capital est de six mois avant la retraite et doit être indiqué par le formulaire « Demande de prestations de vieillesse ».*

Jusqu'à ce moment l'assuré peut révoquer par écrit toute demande formulée antérieurement. Il existe aussi la possibilité de prendre une partie sous forme de capital et le reste sous forme de rente.

- **Maintien de l'assurance au-delà de l'âge ordinaire de la retraite**

Si, au moment de l'âge ordinaire de la retraite, vous avez déjà retiré l'intégralité de votre avoir de vieillesse (sous forme de rentes ou de capital), le maintien de l'assurance n'est plus possible (ATF 2C\_782/2009 du 11 février 2010).

Si vous continuez à travailler ou à exercer vos activités d'indépendant au-delà de l'âge ordinaire de la retraite (actuellement 65 ans, art. 6, al. 1 Règlement de prévoyance actuel), vous pouvez maintenir votre assurance. Le salaire minimal de l'art. 7 al. 1<sup>er</sup> LPP (actuellement CHF 22'680) doit toutefois être maintenu. S'il subsiste une possibilité de rachat au moment de l'âge ordinaire de la retraite, vous pouvez également effectuer ce rachat durant la période de maintien de l'assurance. Nous vous rendons toutefois attentifs au point suivant : en tenant compte des bonifications de vieillesse et des intérêts portés au crédit de l'avoir de vieillesse, le montant maximal des rachats se réduira progressivement durant toute la période de maintien de l'assurance (art. 17 al. 5 Règlement de prévoyance actuel).

Pendant la période de maintien de l'assurance, les cotisations de risque sont supprimées. En revanche, les cotisations pour les frais administratifs restent dues, calculées sur la base du salaire de risque assuré juste avant l'âge de la retraite ordinaire, et ce à des taux inchangés. De plus, l'assuré a la possibilité de demander que les cotisations d'épargne, tant de l'assuré que de l'employeur demeurent en vigueur pendant cette période. Les taux des cotisations d'épargne sont les mêmes que ceux appliqués juste avant l'âge de la retraite ordinaire. Le salaire d'épargne assuré est alors fixé en fonction du salaire perçu selon le plan de prévoyance. Il ne peut toutefois excéder le salaire d'épargne assuré à l'âge de la retraite ordinaire et ne peut être augmenté pendant la prolongation de l'assurance.

Les prestations de risque comme la rente invalidité, la rente pour enfant d'invalidité, ainsi que le capital-décès complémentaire ne sont alors plus assurées.

### 3. En général

**Nous vous invitons à clarifier toutes questions fiscales auprès de l'autorité de taxation compétente.**

Bern, mai 2025